

Carte scolaire : ponction sévère en Lorraine

273 postes « équivalents temps plein » supprimés dans le secondaire à la prochaine rentrée et 98 postes d'instituteurs.

NANCY. _ Derrière l'académie de Lille, celle de Nancy-Metz sera l'une des plus touchées par les suppressions de postes « équivalents temps plein » selon les premiers chiffres établis par le ministère de l'Education nationale, rendus publics hier.

Dans le cadre général des restrictions et des redistributions budgétaires annoncées par le ministre, en revanche les académies de Versailles, Bordeaux, Toulouse, la Guyane et la Réunion bénéficieront de créations de postes. Dans le secondaire, 30.700 élèves de moins sont attendus et 2.383 postes vont être supprimés. Les académies de Lille (-636 postes), Amiens (-188) et Nancy-Metz (-273) sortent ainsi grandes perdantes de la répartition prévue par le ministère.

Quelques inconnues demeurent toutefois. La répartition des postes d'infirmières scolaires (300 au plan national) qui tient compte de critères sociaux et de la proportion d'élèves d'origine étrangère ou ayant un retard d'au moins deux ans en 6e. Les attributions d'assistants pédagogiques dans les établissements sensibles ne sont pour l'heure par précisées, non plus pour la Lorraine.

« Niveaux intenable »

Dans le primaire, le budget 2006 de l'Education nationale prévoyait la création de 694 postes, car environ 34.000 enfants supplémentaires devraient être scolarisés à la prochaine rentrée. Mais l'académie de Nancy-Metz ne bénéficiera d'aucune création de postes, pire elle perdra en fait 98 postes d'instituteurs, alors que Grenoble en gagne 124 et Bordeaux 114.

Tous les syndicats d'enseignants s'attendaient cette année encore à une « sévère ponction ». L'an dernier, 800 postes au total (y compris les postes administratifs) avaient disparu à la rentrée. En septembre 2004, près de 500 postes avaient été également ponctionnés. « A la lecture du budget, nous savions qu'il y aurait encore des suppressions en masse », assure Sébastien Dosé, responsable académique du Sgen-CFDT. Même si son syndicat « ne fait pas de la question des effectifs, un absolu », « nous arrivons à des niveaux intenable », ajoute-t-il : « Comment résoudre le problème des 2.500 jeunes Lorrains qui sortent sans qualification et comment s'attaquer à la question de l'élévation générale du niveau de qualification dans notre région avec un nombre d'enseignants qui ne cesse de baisser ? » s'interroge-t-il.

Comité paritaire le 12

Même constat amer du côté de l'UNSA-Education : « On s'attendait à 300 postes supprimés. Mais malheureusement nous sommes bien au delà. Et ce, sans compter le chiffre des agents administratifs qui est encore caché et de l'encadrement des établissements », précise Bernard Stéphan. « Le recteur pense toujours que l'académie est surdotée. Il continue sa politique ». Pour l'UNSA, « avec cette baisse nouvelle annoncée, le projet académique présenté en décembre, ne pourra pas être tenu, faute de moyens ».

Pour le Snes-FSU, « les 1.500 postes en moins dans le secondaire depuis trois rentrées - soit cinq par établissement en moyenne - constituent un mauvais coup pour l'école publique et la jeunesse en général ».

Le détail des chiffres, département par département, devrait faire l'objet d'une présentation par le recteur lors du comité technique paritaire prévu le 12 janvier. Les syndicats pourraient à cette occasion manifester à nouveau leur opposition à ce plan. Avec peut-être à la clé des actions unitaires.

François MOULIN